STMICROELECTRONICS ET STERICSSON FRANCE

C'EST LE MARASME : QUE FAIT L'ETAT ACTIONNAIRE ?

La rentrée est marquée en France par la montée du chômage et la crainte que la nouvelle crise boursière ne se transforme en nouvelle récession. Il s'agit là d'une nouvelle manifestation de la logique financière qui conduit le monde, et qui s'aggrave. En effet, tous les plans d'austérité actuellement décidés aux USA, en Europe, en France s'en prennent aux gens, et renforceront les inégalités, la pauvreté.

Les grandes multinationales, dont la notre, contribuent à la crise par leur politique.

Depuis quelques mois à ST&STE France, nous assistons à une cascade de mesures, dont:

- ✓ Fin de tous les contrats intérims et CDD dans les Fabs françaises (et aussi non-emploi de CDD été), ce qui représente plusieurs centaines d'emplois de jeunes en moins ;
- ✓ Mesures de chômage partiel cet été à Crolles, de congés imposés à Tours et Rousset
- ✓ Annonce de chômage partiel à Rousset pour le quatrième trimestre ; « rumeurs » sans doute hélas fondées de mesures semblables à Crolles et Tours.
- ✓ Volonté de supprimer le travail continu au Test de Grenoble, asphyxie de la ligne pilote Packaging du même site par manque d'embauches.
- ✓ Vissage drastique des dépenses partout, report et annulations de commandes etc.

Un Comité Central d'Entreprise Extraordinaire a été demandé par tous les élus et est prévu le 20/9.

La direction se justifie en disant qu'elle subit les effets d'évènements dont elle n'est pas responsable : chute de Nokia et difficultés de STE, tremblement de terre du Japon, ralentissement économique..

Ces éléments existent et jouent leur rôle, mais la politique propre de ST&STE est aussi en cause sur plusieurs points :

Vouloir sous-traiter la majorité de la production dans les nouvelles technologies conduit à ne pas construire de nouvelles usines en France, et donc nous prive des emplois associés ; l'unité de Crolles-300 reste un vaste laboratoire de mise au point des technologies, mais la production est sous-traitée hors de France.

A ce sous-investissement industriel s'ajoute une vision étriquée dans beaucoup de domaines. A l'exception des MEMS, localisés en Italie, les moyens ne sont pas mis suffisamment et à temps pour innover réellement et pour produire. Ce bridage affecte toutes les activités : celles qui marchent bien (comme à Rousset) pourraient faire encore mieux si on leur accordait des moyens ; le site de Tours peine à faire aboutir de nombreux projets innovants par manque de moyens et se trouve fragilisé; quant à Grenoble-Crolles, les engagements de Nano 2012 ne sont pas tenus en terme de création d'emplois, alors que des centaines d'emplois supplémentaires seraient nécessaires dans les divisions et à STE !

A grande échelle ou au niveau des dépenses du quotidien, pour les grands investissements ou les petits, on se heurte à la même frilosité, aux mêmes restrictions. L'obsession des dirigeants est de conserver leur cash, et de payer quoi qu'il en soit des dividendes aux actionnaires. Le Comité Central d'Entreprise de ST&STE a déjà lancé un droit d'alerte portant sur la situation de STE. Aujourd'hui, c'est la stratégie de la direction pour STE mais aussi pour ST qui ne va pas.

Cette politique a son pendant social : salariés au dessous du Smic ou des minimums conventionnels, efforts de formation réduits, refus de négocier une échelle des salaires, non réponse aux salariés en grève à Crolles, volonté de couper en deux le site de Grenoble etc.

Les Etats français et italiens détiennent, par leur pacte d'actionnaire, le contrôle de notre entreprise. Ceci permet une certaine stabilité, et évite d'être à la merci du premier prédateur venu.

Mais on ne peut se contenter de « préserver » la situation. L'Etat a la responsabilité d'impulser une politique de REDEVELOPPEMENT de ST&STE, avec un ré- investissement massif et des embauches importantes dans la partie industrielle et dans l'innovation produits, pour tous les sites.